

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 3 JUIN 1926.

Projet de loi portant institution du Fonds d'amortissement de la Dette publique (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ÉCONOMIES (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Depuis l'armistice, la reconstitution de la Belgique a exigé de la part des citoyens des sacrifices que l'on eu cru intolérables avant la grande guerre.

Mais les impôts, quelque majorés qu'ils fussent, ne pouvaient suffire à couvrir les charges du budget ordinaire et du budget extraordinaire. Il n'est d'ailleurs pas du rôle de l'impôt de pourvoir aux besoins des dépenses extraordinaires et, à telles fins l'appel à l'emprunt se justifie.

Mais l'emprunt devient particulièrement dangereux lorsqu'il n'a pas pour contre partie des avoirs productifs; lorsqu'il engendre une dette flottante ou à court terme et que rien n'est ni prévu ni assuré pour son amortissement; lorsqu'on fait sans cesse appel aux crédits de l'étranger.

Vienne la moindre secousse, quelque perturbation sur le marché intérieur ou extérieur des capitaux, le navire lourdement chargé, d'un lest mal arrimé, risque de ne plus pouvoir éviter les écueils et de faire naufrage.

La dette de la Belgique doit, toute entière, être amortie par des procédés réguliers; la dette flottante, surtout si elle est constituée par des avances qui ont entraîné une inflation, doit être résorbée.

L'assurance que non seulement il ne sera plus fait de nouveaux emprunts, mais que les emprunts anciens sont à l'abri de toute discussion, qu'ils seront amortis graduellement et le plus rapidement possible, est indispensable pour obtenir les renouvellements et les termes pour l'apurement des emprunts à court terme et la consolidation du surplus de la dette flottante.

Le présent projet la fournit.

(1) Projet de loi, n° 313.

(2) La Commission est composée de MM. Hallet, président, Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Hoen, Lepage, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus Van Ackere, Wauwermans.

L'organisme nécessaire dans les circonstances présentes d'un « fonds d'amortissement » naîtra de la loi qui vous est soumise. Le principe de sa création, les règles de son fonctionnement ont été admis à l'unanimité par la Commission des Finances.

Certains emprunts à long terme sont sans doute déjà dotés d'annuités d'amortissement aux termes des contrats d'émission. Le service de celles-ci figure au Budget annuel. Il nécessite l'obligation pour le Trésor de se procurer pour les emprunts étrangers l'achat de devises.

Toutes ces sommes seront versées au Fonds d'amortissement et continueront à recevoir à son intervention leur destination contractuelle.

Il en sera de même des annuités prévues pour l'amortissement de notre dette consolidée intérieure. Elles serviront à ces fins, intégralement, et il est incontestable que la mise à la disposition du fonds de ces diverses sommes ne sera pas sans influence sur la tenue de nos rentes. Certaines séries de nos emprunts sont susceptibles d'amortissements dans des délais qui condamnent leurs cours dépréciés.

Mais la création du « Fonds d'amortissement » sous la forme qu'il revêtira n'aurait guère de raison s'il ne disposait d'autres ressources et ne devait opérer que vis-à-vis de la dette consolidée.

C'est la dette à cours terme qu'il importe de faire disparaître. C'est par l'action sur celle-ci qu'il faut appliquer l'antidote de l'inflation.

C'est à ces fins et pour ces fins que le Gouvernement réclame les impôts nouveaux dont le vote constitue avec la création du Fonds un ensemble.

La composition de Commission d'amortissement est de nature à renforcer la confiance nécessaire : Elle réunit les chefs de notre Haute magistrature, du contrôle des finances de l'État, de l'Administration.

Elle répond aux nécessités des initiatives et des résolutions particulièrement importantes qui devront lui être soumises : Le premier effort d'amortissement portera sur la dette flottante et à court terme. Mais il n'est pas exclu d'envisager que les réformes qui devront être apportées, obligatoirement, à bref délai, dans le mécanisme de notre système fiscal puissent entraîner des règlements par remise de titres de la dette consolidés à amortir par les ressources disponibles du fonds d'amortissement.

*
* *

Le nouvel effort fiscal qui est réclamé du pays est considérable. S'ajoutant à tous les précédents, il apparaîtrait à beaucoup au-dessus de ce que l'on peut réclamer au pays, s'il n'était absolument indispensable, et s'il devait avoir d'autres fins, un autre objet que l'amortissement de dettes dont le règlement ne peut peser indéfiniment sur notre situation financière et économiques.

Mais il sera considéré que la totalité des sommes qui vont être levées, doit être exclusivement consacré à acquitter un passif redoutable. Il ne s'agit point de couvrir des dépenses ou des charges nouvelles, mais d'apurer des dettes anciennes.

Chacun des citoyens est appelé à subir un régime de restrictions, à faire des économies au profit de l'État. Mais le produit est un placement de garantie constitutives d'un avoir commun.

L'amortissement de la dette flottante ou à court terme entraîne la prévision d'une dotation annuelle évaluée à un milliard et demi, et ce pendant quatre années.

Elle est réclamée à des impôts directs et indirects. Ces derniers sont sans doute réclamés à tous, en ce sens qu'un certain nombre frappent des opérations auxquelles aucun citoyen n'échappe. Mais elles sont dirigées de préférence contre les dépenses de luxe ou susceptibles de restrictions.

Elles se décomposent comme suit :

Tableau de rendement des impôts.

<i>Enregistrement</i>	Taxe de transmission	475 millions.	763
	Taxe de facture	40 —	
	Électricité, gaz et produits agricoles.	50 —	
	Taxe de transport	60 —	
	Taxe de luxe.	120 —	
	Port d'armes	8 —	
	Amendes pénales	10 —	
<i>Douanes</i>	Rajustement coefficients	131 —	331
	Impositions nouvelles	200 —	
<i>Accises</i>	Bières.	150 —	176
	Boissons fermentées	1 —	
	Tabac	25 —	
<i>Taxe de consommation.</i>	Vins mousseux	8 —	72
	Eaux minérales	8 —	
	Alcools	24 —	
	Vins	32 —	
<i>Contributions</i>	Impôt foncier	98 —	160
	Automobiles.	40 —	
	Jeux et paris.	12 —	
	Dancing	9 —	
	Domestiques.	1 —	
			<u>1,502</u>

Ces évaluations ne peuvent être que des approximations qu'il a été impossible de soumettre à un contrôle rigoureux, Certaines seront dépassées. D'autres peuvent laisser place à des mécomptes.

D'autre part, les recettes des impôts nouveaux peuvent amener par voie de répercussion le rendement d'autres taxes alimentant le Budget ordinaire — ou vice versa.

Ce qui est certain, c'est que la prévision de 1,500 millions peut être considérée comme pleinement justifiée et sa réalisation acquise.

Le produit intégral de ces impôts nouveaux est acquis au fonds d'amortissement. Il ne pourra être inférieur à 1,500 millions. Il pourra le dépasser.

Certaines de ces taxes constituant des augmentations de taxes et impôts déjà existants, il y aura à opérer des décomptes pour établir le montant de l'accroissement provenant de ces titres nouveaux de recettes. Il ne doit pas être exclu que pour l'établissement de ces décomptes un forfait puisse être établi avec le fond.

Au point de vue du Budget et de la Trésorerie la contribution nouvelle, complétant l'œuvre d'un budget dressé en équilibre, est saine et de nature à ramener chez nos prêteurs une confiance ébranlée bien à tort.

Enfin il n'est pas superflu de signaler que si les sommes réclamées au contribuable sont affectées en entier au fonds d'amortissement, il n'est pas moins vrai que cette affectation exercera bientôt une influence des plus considérables sur le Budget ordinaire. Toute réduction de la dette à concurrence de 1,500 millions entraîne par voie de conséquence un dégrèvement du Budget ordinaire à concurrence de l'intérêt de semblable somme, soit, par exemple, au taux de 8 %, 120 millions. Cet allègement s'accroîtra donc au fur et à mesure du fonctionnement du Fonds : une extinction de 6 milliards de dettes correspondrait à une réduction de charges de 4 à 500 millions consolidant ainsi l'équilibre du Budget ordinaire.

Sans affecter un gage ou un privilège au profit des détenteurs de notre dette flottante, la création des ressources nouvelles leur assure cette certitude que la Belgique veut et est capable, — quelques maux dont elle a été frappée; quelques fautes ou imprévoyances qui auraient pu être commises — de faire face à tous ses engagements; qu'elle est digne du crédit de toutes les nations qui l'entourent par son effort et son courage jamais ébranlé dans les œuvres de paix comme elle le fut dans les nécessités de la guerre.

Le Rapporteur,
WAUWERMANS.

Le Président,
MAX HALLET.

Texte amendé par la Commission. | Tekst door de Commissie gewijzigd.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué, sous la dénomination de *Fonds d'amortissement de la Dette publique*, un organisme chargé de gérer, d'une part, les dotations ordinaires destinées, conformément aux lois et contrats d'emprunts, au rachat ou au remboursement par voie de tirage au sort des titres de la dette consolidée, d'autre part, les ressources spéciales affectées par la présente loi à la réduction de la dette publique en général, tant intérieure qu'extérieure, tant à long terme qu'à court terme, y compris les bons du Trésor escomptés par la Banque Nationale de Belgique conformément à la loi du 19 mai 1926.

ART. 2.

Le Fonds d'amortissement constitue un établissement public autonome dont les opérations sont soumises annuelle-

EERSTE ARTIKEL.

Onder de benaming van *Fonds tot delging der Staatsschuld*, wordt er een inrichting tot stand gebracht, belast met het beheer, eenerzijds van de gewone dotaties bestemd, overeenkomstig de leeningswetten en leeningscontracten tot wederinkoop of terugbetaling bij wijze van trekking van de titels der geconsolideerde schuld, anderzijds, van de bijzondere inkomsten door de huidige wet bestemd voor de vermindering der Staatsschuld in het algemeen, zoo binnenlandsche als buitenlandsche, op langen als op korten termijn, met inbegrip van de Schatkistbons door de Nationale Bank van België overeenkomstig de wet van 19 Mei 1926, gediscoteerd.

ART. 2.

Het Fonds tot delging is een zelfstandige openbare inrichting waarvan de verrichtingen jaarlijks aan het Rekenhof

ment au contrôle de la Cour des Comptes.

ART. 3.

Le Fonds est géré par un Conseil d'administration, un Comité permanent et un Directeur général.

Le Conseil d'administration est composé :

Du Premier Président de la Cour de Cassation ;

Du Premier Président de la Cour des Comptes ;

De l'Administrateur-Directeur général de la Trésorerie et de la Dette publique ;

Du Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique ;

Du Directeur général de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite ;

De neuf membres nommés, pour quatre ans, par le Roi, sur la proposition des Ministres délibérant en Conseil.

Le Conseil est présidé par le Premier Président de la Cour de Cassation. En cas d'absence, celui-ci est remplacé par le Premier Président de la Cour des Comptes et, à défaut, par un membre désigné par ses collègues.

Le Conseil d'administration constitue chaque année, dans son sein, un Comité permanent composé de cinq membres et chargé de la gestion courante.

Le Directeur général est nommé par le Roi.

Il assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration et du Comité permanent de gestion.

Il représente le Fonds dans les actes.

Il est comptable des deniers et valeurs.

Le Directeur général est dispensé de fournir un cautionnement.

Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont gratuites.

Celles de membre du Comité permanent de gestion et de directeur général peuvent être rémunérées. *Le chiffre de*

voor toezicht worden voorgelegd.

ART. 3.

Het Fonds wordt beheerd door een Beheerraad, een bestendig Comité en een Algemeen Bestuurder.

De Beheerraad bestaat uit :

Den Eersten Voorzitter van het Hof van Verbreking ;

Den Eersten Voorzitter van het Rekenhof ;

Den Beheerder-Algemeen Bestuurder der Thesaurie en der Staatsschuld ;

Den Gouverneur der Nationale Bank van België ;

Den Algemeen Bestuurder der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas ;

Negen leden benoemd, voor vier jaar, door den Koning, op voordracht van den Ministerraad.

De Raad is voorgezeten door den Eersten Voorzitter van het Hof van Verbreking. In geval van dezès ontstentenis, vervangt hem de Eerste Voorzitter van het Rekenhof en, bij diens ontstentenis, een door zijn collegas aangeduid lid.

De Beheerraad stelt elk jaar een bestendig Comité aan, bestaande uit vijf zijner leden en belast met het dagelijksch beheer.

De Algemeen Bestuurder wordt benoemd door den Koning.

Hij staat in voor de uitvoering van de beslissingen van den Beheerraad en van het bestendig Comité van het beheer.

Hij vertegenwoordigt het Fonds bij de akten.

Hij is verantwoording verschuldigd voor de gelden en waarden.

De Algemeen Bestuurder hoeft geen borgtocht te storten.

De werkzaamheden als lid van den Beheerraad worden niet bezoldigd.

Die als lid van het bestendig Beheercomité en van Algemeen Bestuurder mogen bezoldigd worden. *Het bedrag*

cette rémunération est éventuellement déterminée par un arrêté royal.

ART. 4.

Les ressources ordinaires du Fonds d'amortissement consistent dans les dotations, accrues des intérêts des capitaux amortis, telles qu'elles sont annuellement portées au Budget de la Dette publique, en exécution des lois et contrats d'emprunt. Le Fonds en est crédité aux époques fixées par ceux-ci.

Sont attribués au Fonds d'amortissement à titre de ressources spéciales :

1° Le produit des aliénations extraordinaires d'immeubles domaniaux ;

2° Les dons et legs faits à l'État sans affectation spéciale ou faits directement au Fonds d'amortissement sous forme de contribution volontaire ou autrement ;

3° Une dotation annuelle extraordinaire de 1,500,000,000 *minimum* de francs correspondant au rendement approximatif des suppléments temporaires d'impôts et de taxes décrétés dans ce but. Cette dotation extraordinaire est prévue pour un terme de quatre années.

Le Fonds d'amortissement en sera crédité annuellement par douzième jusqu'à l'abrogation des lois relatives auxdits suppléments d'impôts et de taxes.

ART. 5.

Les ressources du Fonds d'amortissement ne peuvent être confondues avec les fonds du Trésor.

Les versements de l'État sont opérés en numéraire. Ils sont portés à un compte spécial ouvert au Fonds d'amortissement dans les livres de la Banque Nationale de Belgique.

van deze bezoldiging wordt desgevallend bij Koninklijk besluit bepaald.

ART. 4.

De gewone inkomsten van het Delgingsfonds bestaan uit de dotaties vermeerderd met de interesten der afgeloste kapitalen, zooals deze jaarlijks worden gebracht op de Begrooting der Staatsschuld, in uitvoering der leeningswetten en contracten. Ten bedrage daarvan wordt het Fonds gecrediteerd op de door deze wetten en contracten bepaalde tijdstippen.

Worden als bijzondere inkomsten aan het Delgingsfonds toegekend :

1° De opbrengst van de buitengewone vervreemdingen van domeingoederen ;

2° De giften en legaten aan den Staat geschonken zonder bijzondere bestemming of rechtstreeks aan het Delgingsfonds vermaakt bij wijze van vrijwillige bijdrage of anderszins ;

3° De buitengewone jaarlijksche dotatie van *minimum* 1,500,000,000 frank overeenstemmend met de benaderende opbrengst van de tijdelijke met dit doel verordende bijbelastingen en bijtaxes. Die buitengewone dotatie wordt voorzien voor een termijn van vier jaar.

Het Delgingsfonds wordt maandelijks voor een twaalfde er van gecrediteerd tot dat de wetten betreffende bedoelde bijbelastingen en bijtaxes worden ingetrokken.

ART. 5.

De geldmiddelen van het Delgingsfonds moeten afgescheiden blijven van de gelden der Schatkist.

De stortingen van den Staat geschieden in gemunt geld. Zij worden in de boeken van de Nationale Bank van België op een voor het Delgingsfonds geopende bijzondere rekening gebracht.

ART. 6.

L'emploi de la dotation annuelle extraordinaire visée à l'article 4 sera réglé suivant un plan arrêté par le Gouvernement, sur la proposition du Conseil d'administration.

Durant cette période, les ressources du Fonds d'amortissement excédant ses charges contractuelles sont affectées en premier lieu au remboursement des bons du Trésor escomptés par la Banque Nationale de Belgique en conformité de la loi du 19 mai 1926.

ART. 7.

Les titres acquis par le Fonds d'amortissement sont annulés et ne peuvent, en aucun cas et pour aucun motif, être remis en circulation.

Il est procédé à leur destruction dans les six mois de leur acquisition, en présence du Directeur général du Fonds d'amortissement, d'un membre du Comité permanent de gestion désigné à cet effet et d'un délégué de la Cour des Comptes.

Il est dressé procès-verbal de l'opération et un extrait en est publié au *Moniteur*.

ART. 8.

La situation du Fonds d'amortissement est publiée *trimestriellement* au *Moniteur*.

Le Conseil d'administration rédige chaque année avant le 31 mars et pour la première fois avant le 31 mars 1927, un rapport sur les opérations du Fonds d'amortissement pendant l'année écoulée.

Ce rapport est également inséré au *Moniteur*.

ART. 9.

Le Conseil d'administration du Fonds d'amortissement soumet à la Cour des

ART. 6.

De aanwending van de buitengewone jaarlijksche dotatie, bedoeld bij artikel 4, wordt geregeld volgens een door de Regeering op voorstel van den Beheerraad vastgesteld plan.

Gedurende dat tijdsbestek, worden de geldmiddelen van het Delgingsfonds, welke dezes bij overeenkomst bepaalde lasten overschrijden, in de eerste plaats besteed aan de terugbetaling van de Schatkistbons welke door de Nationale Bank van België overeenkomstig de wet van 19 Mei 1926 gedisconteerd werden.

ART. 7.

De titels verkregen door het Delgingsfonds worden vernietigd en mogen in geen geval, en om welke reden ook, opnieuw in omgang worden gebracht.

Zij worden, binnen de zes maanden, nadat zij werden verkregen, vernietigd in het bijzijn van den Algemeen Bestuurder van het Delgingsfonds, van een lid van het Bestendig Comité van beheer, daartoe aangeduid, en van een afgevaardigde van het Rekenhof.

Van de verrichting wordt proces-verbaal opgemaakt en een uittreksel er uit wordt in den *Moniteur* bekendgemaakt.

ART. 8.

De toestand van het Delgingsfonds wordt om de drie maanden in den *Moniteur* bekendgemaakt.

De Beheerraad maakt ieder jaar, vóór 31 Maart en, voor de eerste maal, vóór 31 Maart 1927, een verslag op over de verrichtingen van het Delgingsfonds gedurende het verlopen jaar.

Dat verslag wordt eveneens in den *Moniteur* ingelascht.

ART. 9.

De Beheerraad van het Delgingsfonds onderwerpt, vóór 1 Maart, aan het

Comptes, avant le 1^{er} mars, le compte de la gestion de l'année précédente.

Ce compte est appuyé des pièces justificatives.

Après examen, la Cour le transmet aux Chambres, avec ses observations, s'il y a lieu.

ART. 10.

Le Gouvernement est tenu de communiquer au Comité permanent de gestion tous documents et renseignements que celui-ci juge utiles à l'exercice de sa mission.

ART. 11.

Les immunités fiscales dont jouit la Caisse d'amortissement actuelle, sont étendues au Fonds d'amortissement de la Dette publique.

ART. 12.

La Caisse d'amortissement instituée par la loi du 15 novembre 1847 est dissoute.

Ses attributions, son avoir et ses charges sont transférées au Fonds d'amortissement de la Dette publique.

ART. 13.

La présente loi sera obligatoire le 1^{er} juillet 1926.

Un arrêté royal règlera les mesures relatives à son exécution.

Rekenhof de rekening van het beheer over het vorig jaar.

Die rekening wordt door de bewijsstukken gestaafd.

Na onderzoek, maakt het Rekenhof ze aan de Wetgevende Kamers over met zijne opmerkingen, zoo daartoe reden is.

ART. 10.

De Regeering is er toe gehouden aan het Bestendig Comité van Beheer alle bescheiden en inlichtingen mede te deelen, welke het nuttig acht voor de uitoefening van hare opdracht.

ART. 11.

De fiskale vrijstellingen welke de bestaande amortisatiekas thans geniet zijn ook van toepassing op het Fonds tot delging van de Staatsschuld.

ART. 12.

De bij de wet van 15 November 1847 ingestelde Amortisatiekas is ontbonden.

Haar bevoegdheden, haar bezit en haar lasten gaan over op het Fonds tot delging van de Staatsschuld.

ART. 13.

Deze wet wordt van kracht op 1 Juli 1926.

De maatregelen tot uitvoering er van zullen bij een Koninklijk besluit getroffen worden.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 JUNI 1926.

Ontwerp van wet tot instelling van een Fonds tot delging der Staatsschuld ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **WAUWERMANS**.

MIJNE HEEREN,

Sedert den wapenstilstand, heeft het herstel van België van de burgers opofferingen gevraagd die men vóór den grooten oorlog voor onduldbaar zou hebben gehouden.

Maar hoe zeer ook de belastingen werden verhoogd, was het niet mogelijk langs dien weg alleen de lasten van de gewone en buitengewone begrooting te dekken. Het ligt trouwens niet in de rol der belasting, te voorzien in de buitengewone uitgaven, en in dien zin is de leening ten volle gewettigd.

Maar de leening wordt bijzonder gevaarlijk wanneer zij niet, als tegenwicht, een productieve kracht heeft; wanneer zij een vlottende schuld of een schuld op korten termijn na zich sleept, en niets voorzien noch verzekerd wordt voor hare delging; wanneer men zonder ophouden beroep doet op het buitenlandsch crediet.

Bij den minsten schok, bij de eerste stoornis op de binnenlandsche of buitenlandsche kapitaalmarkt, loopt het zwaar geladen schip, met zijn moeilijken ballast, gevaar de klippen niet meer te kunnen ontwijken en schipbreuk te lijden.

De Belgische schuld moet in haar geheel worden afgelost door regelmatige middelen. De vlottende schuld vooral, wanneer zij bestaat uit voorschotten die inflatie hebben meegebracht, moet worden gedelgd.

De verzekering dat niet alleen geene nieuwe leeningen meer zullen aangegaan worden, maar dat ook de vroegere leeningen tegen elk gevaar zijn gevrijwaard, en trapsgewijze zullen worden gedelgd en wel zoo snel mogelijk is onmisbaar om de vernieuwingen en de termijnen voor de aanzuivering te bekomen van de leeningen op korten termijn en de consolidatie van het overige der vlottende schuld.

Het onderhavig ontwerp brengt die consolidatie.

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^o 313.

⁽²⁾ De Commissie bestond uit de heeren Hallet, *voorzitter*, Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Aug.), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Hoen, Lepage, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Ackere en Wauwermans.

Het in de tegenwoordige omstandigheden noodzakelijk organisme van een « Delgingsfonds » zal voortvloeien uit de u voorgelegde wet. Het beginsel van zijne oprichting, de regeling van zijne werking werden door de Commissie van Financiën eenparig aangenomen.

Voor sommige leeningen op langen termijn bestaan er voorzeker reeds jaaruitkeeringen tot amortisatie, krachtens de uitgifte-overeenkomst. De dienst daarvan komt voor op de jaarlijksche begrooting. Hij legt aan de Schatkist de noodwendigheid op zich te voorzien van deviezen voor de buitenlandsche leeningen.

Al deze sommen zullen worden gestort in het Delgingsfonds en zullen door de tusschenkomst van dit fonds blijven gebruikt worden naar luid van de overeenkomst.

Hetzelfde zal gebeuren voor de annuïteiten tot delging van de binnenlandsche geconsolideerde schuld. Die sommen zullen in hun geheel tot dat doel aangewend worden, en het is onbetwistbaar dat het ter beschikking stellen van dit fonds, van deze verschillende sommen, niet zonder invloed zal zijn op den stand van onze munt.

Zekere rechten van onze leeningen zullen daardoor vatbaar zijn voor delging, binnen termijnen die niet overeenkomen met verminderde waarde. Maar de oprichting van het Amortisatiefonds, onder den vorm dien het zal aannemen, zou geene reden van bestaan hebben, zoo het niet over andere inkomsten beschikte en slechts een terugslag moest hebben op de geconsolideerde schuld. Met op deze eene drukking uit te oefenen, zal men het tegengift van de inflatie kunnen toepassen.

De Commissie van dit Delgingsfonds is derwijze samengesteld dat zij het noodige vertrouwen zal versterken. Zij bevat in haar schoot de hoofden van onze hooge magistratuur, van de controle der Staatsfinanciën, van het Bestuur.

Zij beantwoordt aan de noodwendigheden van de ondernemingen en de bijzonder belangrijke beslissingen die haar zullen moeten onderworpen worden. De eerste poging tot amortisatie zal vooral gericht worden op de vlottende schuld en op de schuld op korten termijn. Maar het is niet uitgesloten dat men ook in aanmerking neme dat de hervormingen, die men verplicht zal zijn binnen kort aan te brengen in het mecanisme van ons fiscaal stelsel, regelingen zullen medebrengen door uitkeering van titels der geconsolideerde schuld, af te lossen door de beschikbare geldmiddelen van het Amortisatiefonds.

. * .

De nieuwe fiskale inspanningen die van het land worden gevraagd, zijn buitengewoon groot. Zij sluiten zich aan bij al de voorgaande, en het zou aan velen voorkomen dat zij verder gaan dan wat men aan het land vragen mag, zoo zij niet volstrekt onmisbaar waren en zoo zij tot iets anders dienen moesten dan tot delging van de schulden waarvan de regeling niet altijd op onzen financieelen en economischen toestand mag blijven drukken.

Maar men zal er rekening mede houden, dat het geheele bedrag van de sommen die men zal heffen uitsluitend aangewend worden om ons vrij te maken van een al te zwaar passief. Er is hoegenaamd geen sprake van daarmede uitgaven of nieuwe uitgaven te dekken, maar integendeel oude schulden aan te zuiveren.

Aan ieder burger wordt gevraagd zich aan een regime van beperking te onderwerpen, bezuinigen te doen ten bate van den Staat. Maar de opbrengst zal dienen voor een waarborg ten gunste van het algemeen goed.

De delging van de vlottende schuld of van de schuld op korten termijn brengt

de raming mede van een jaarlijksche dotatie geschat op 1 1/2 millard, en dat gedurende vier achtereenvolgende jaren.

Zij wordt gevraagd van de rechtstreeksche en de onrechtstreeksche belastingen. Deze laatste worden ongetwijfeld van allen gevegd, in dien zin dat sommige ervan de verrichtingen treffen waaraan geen enkel burger kan ontsnappen. Zij zijn nochtans bij voorkeur gericht op de weeldeuitgaven en op de uitgaven die vatbaar zijn voor inkrimping.

Zij zijn verdeeld als volgt :

Tabel van opbrengst der belastingen.				
	Overdrachtstaxe	475	millioen.	
	Factuurtaxe	40	—	
Registratie.	Electriciteit, gas en landbouwpro- ducten	50	—	763
	Vervoertaxe	60	—	
	Weeldetaxe	120	—	
	Dragen van wapens	8	—	
	Strafrechtelijke boeten	10	—	
Tolrechten.	Heraanpassing van coëfficiënten	131	—	331
	Nieuwe belastingen	200	—	
Accijnzen	Bieren	150	—	176
	Gegiste dranken	1	—	
	Tabak	25	—	
Verbruikstaxe.	Schuimwijnen	8	—	72
	Mineraal water	8	—	
	Alcohol	24	—	
	Wijnen	32	—	
Belastingen	Grondbelasting	98	—	160
	Automobielen	40	—	
	Spel en weddenschappen	12	—	
	Dancings	9	—	
	Dienstboden	1	—	
Te ZAMEN.				1,502

Dit zijn slechts benaderende cijfers die het onmogelijk was aan een strenge contrôle te onderwerpen. Enkele zullen overtroffen worden. Andere kunnen plaats laten voor misrekeningen.

Anderzijds, kunnen de ontvangsten van de nieuwe belastingen door den weerslag de opbrengst verhoogen van andere belastingen die de gewone begrooting staven, — of omgekeerd.

Zeker is het dat de raming van 1,500 millioen mag beschouwd worden als heelemaal bereikt.

De geheele opbrengst van deze nieuwe belastingen is bestemd voor het Delgingsfonds. Het mag niet minder, maar wel meer, bedragen dan 1,500 millioen.

Enige van die taxes zijn verhoogingen van reeds bestaande taxes en belastingen, en men zal de noodige aftrekkingen moeten doen, om het bedrag vast te stellen van de vermeerdering die uit de nieuwe ontvangsten voortvloeit. Het mag niet uitgesloten zijn dat eene forfaitaire som kan bepaald worden met het fonds voor het vaststellen van die bedragen.

Onder opzicht van de Begrooting en van de Thesaurie is de nieuwe bijdrage, die het werk van eene evenwichtige begrooting aanvult, van zulken aard dat zij bij onze leeners een ten onrecht geschokt vertrouwen zal terugbrengen.

Ten slotte, is het niet onnoodig erop te wijzen dat, zoo de van de belastingbetalers geverge sommen in hun geheel bestemd zijn voor het Delgingsfonds, het niet minder waar is dat deze bestemming weldra een buitengewonen invloed zal uitoefenen op de gewone begrooting. Elke vermindering van de schuld tot een beloop van 1,500 millioen, brengt als gevolg mede eene ontlasting van de gewone begrooting met een bedrag gelijk aan den interest van eene dergelijke som, hetzij berekend aan 8 t. h., 120 millioen. Deze ontlasting zal aangroeien naar de mate van de werking van het Fonds : eene delging van 6 milliard schuld zou overeenkomen met eene vermindering van lasten van 4 tot 500 millioen, waardoor het evenwicht door de gewone begrooting zou bevestigd zijn.

Zonder een waarborg of een voorrecht te wezen ten voordeele van de houders van onze vlottende schuld, geven de nieuwe inkomsten hun de zekerheid dat België aan zijn verbintenissen wil en kan voldoen, welke ook de kwalen wezen die het land hebben getroffen, welke ook de fouten zijn of de tekortkomingen die het heeft kunnen begaan; dat het waardig is van het crediet van al de natiën die het omringen, door zijn arbeid en zijn moed, in de werken des vredes, zooals het dit waardig was voor de behoeften van den oorlog.

De Verslaggever,
WAUWERMANS.

De Voorzitter,
MAX HALLET.

Texte amendé par la Commission. Tekst door de Commissie gewijzigd.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué, sous la dénomination de *Fonds d'amortissement de la Dette publique*, un organisme chargé de gérer, d'une part, les dotations ordinaires destinées, conformément aux lois et contrats d'emprunts, au rachat ou au remboursement par voie de tirage au sort des titres de la dette consolidée, d'autre part, les ressources spéciales affectées par la présente loi à la réduction de la dette publique en général, tant intérieure qu'extérieure, tant à long terme qu'à court terme, y compris les bons du Trésor escomptés par la Banque Nationale de Belgique conformément à la loi du 19 mai 1926.

ART. 2.

Le Fonds d'amortissement constitue un établissement public autonome dont les opérations sont soumises annuellement

EERSTE ARTIKEL.

Onder de benaming van *Fonds tot delging der Staatsschuld*, wordt er een inrichting tot stand gebracht, belast met het beheer, eenerzijds, van de gewone dotaties bestemd, overeenkomstig de leeningswetten en leeningscontracten, tot wederinkoop of terugbetaling bij wijze van trekking van de titels der geconsolideerde schuld, anderzijds, van de bijzondere inkomsten door de huidige wet bestemd voor de vermindering der Staatsschuld in het algemeen, zoo binnenlandsche als buitenlandsche, op langen als op korten termijn, met inbegrip van de Schatkistbons door de Nationale Bank van België overeenkomstig de wet van 19 Mei 1926, gedisconteerd.

ART. 2.

Het Fonds tot delging is een zelfstandige openbare inrichting waarvan de verrichtingen jaarlijks aan het Rekenhof

ment au contrôle de la Cour des Comptes.

ART. 3.

Le Fonds est géré par un Conseil d'administration, un Comité permanent ou un Directeur général.

Le Conseil d'administration est composé :

Du Premier Président de la Cour de Cassation;

Du Premier Président de la Cour des Comptes;

De l'Administrateur-Directeur général de la Trésorerie et de la Dette publique;

Du Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique;

Du Directeur général de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite;

De neuf membres nommés, pour quatre ans, par le Roi, sur la proposition des Ministres délibérant en Conseil.

Le Conseil est présidé par le Premier Président de la Cour de Cassation. En cas d'absence, celui-ci est remplacé par le Premier Président de la Cour des Comptes et, à défaut, par un membre désigné par ses collègues.

Le Conseil d'administration constitue chaque année, dans son sein, un Comité permanent composé de cinq membres et chargé de la gestion courante.

Le Directeur général est nommé par le Roi.

Il assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration et du Comité permanent de gestion.

Il représente le Fonds dans les actes.

Il est comptable des deniers et valeurs.

Le Directeur général est dispensé de fournir un cautionnement.

Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont gratuites.

Celles de membre du Comité permanent de gestion et de directeur général peuvent être rémunérées. Le chiffre de

voor toezicht worden voorgelegd.

ART. 3.

Het Fonds wordt beheerd door een Beheerraad, een bestendig Comité en een Algemeen Bestuurder.

De Beheerraad bestaat uit :

Den Eersten Voorzitter van het Hof van Verbreking;

Den Eersten Voorzitter van het Rekenhof;

Den Beheerder-Algemeen Bestuurder der Thesaurie en der Staatsschuld;

Den Gouverneur der Nationale Bank van België;

Den Algemeen Bestuurder der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas;

Negen leden benoemd, voor vier jaar, door den Koning, op voordracht van den Ministerraad.

De Raad is voorgezeten door den Eersten Voorzitter van het Hof van Verbreking. In geval van dezès ontstentenis, vervangt hem de Eerste Voorzitter van het Rekenhof en, bij diens ontstentenis, een door zijn collegas aangewezen lid.

De Beheerraad stelt elk jaar een bestendig Comité aan, bestaande uit vijf zijner leden en belast met het dagelijksch beheer.

De Algemeen Bestuurder wordt benoemd door den Koning.

Hij staat in voor de uitvoering van de beslissingen van den Beheerraad en van het bestendig Comité van het beheer.

Hij vertegenwoordigt het Fonds bij de akten.

Hij is verantwoording verschuldigd voor de gelden en waarden.

De Algemeen Bestuurder hoeft geen borgtocht te storten.

De werkzaamheden als lid van den Beheerraad worden niet bezoldigd.

Die als lid van het bestendig Beheercomité en van Algemeen Bestuurder mogen bezoldigd worden. Het bedrag

cette rémunération est éventuellement déterminée par un arrêté royal.

ART. 4.

Les ressources ordinaires du Fonds d'amortissement consistent dans les dotations, accrues des intérêts des capitaux amortis, telles qu'elles sont annuellement portées au Budget de la Dette publique, en exécution des lois et contrats d'emprunt. Le Fonds en est crédité aux époques fixées par ceux-ci.

Sont attribués au Fonds d'amortissement à titre de ressources spéciales :

1° Le produit des aliénations extraordinaires d'immeubles domaniaux ;

2° Les dons et legs faits à l'État sans affectation spéciale ou faits directement au Fonds d'amortissement sous forme de contribution volontaire ou autrement ;

3° Une dotation annuelle extraordinaire de 1,500,000,000 *minimum* de francs correspondant au rendement approximatif des suppléments temporaires d'impôts et de taxes décrétés dans ce but. Cette dotation extraordinaire est prévue pour un terme de quatre années.

Le Fonds d'amortissement en sera crédité annuellement par douzième jusqu'à l'abrogation des lois relatives auxdits suppléments d'impôts et de taxes.

ART. 5.

Les ressources du Fonds d'amortissement ne peuvent être confondues avec les fonds du Trésor.

Les versements de l'État sont opérés en numéraire. Ils sont portés à un compte spécial ouvert au Fonds d'amortissement dans les livres de la Banque Nationale de Belgique.

van deze bezoldiging wordt desgevallend bij Koninklijk besluit bepaald.

ART. 4.

De gewone inkomsten van het Delgingsfonds bestaan uit de dotaties vermeerderd met de interesten der afgeloste kapitalen, zooals deze jaarlijks worden gebracht op de Begroeting der Staatsschuld, in uitvoering der leeningsetten en contracten. Ten bedrage daarvan wordt het Fonds gecrediteerd op de door deze wetten en contracten bepaalde tijdstippen.

Worden als bijzondere inkomsten aan het Delgingsfonds toegekend :

1° De opbrengst van de buitengewone vervreemdingen van domeingoederen ;

2° De giften en legaten aan den Staat geschonken zonder bijzondere bestemming of rechtstreeks aan het Delgingsfonds vermaakt bij wijze van vrijwillige bijdrage of anderszins ;

3° De buitengewone jaarlijksche dotatie van *minimum* 1,500,000,000 frank overeenstemmend met de benaderende opbrengst van de tijdelijke met dit doel verordende bijbelastingen en bijtaxes. Die buitengewone dotatie wordt voorzien voor een termijn van vier jaar.

Het Delgingsfonds wordt maandelijks voor een twaalfde er van gecrediteerd tot dat de wetten betreffende bedoelde bijbelastingen en bijtaxes worden ingetrokken.

ART. 5.

De geldmiddelen van het Delgingsfonds moeten afgescheiden blijven van de gelden der Schatkist.

De stortingen van den Staat geschieden in gemunt geld. Zij worden in de boeken van de Nationale Bank van België op een voor het Delgingsfonds geopende bijzondere rekening gebracht.

ART. 6.

L'emploi de la dotation annuelle extraordinaire visée à l'article 4 sera réglé suivant un plan arrêté par le Gouvernement, sur la proposition du Conseil d'administration.

Durant cette période, les ressources du Fonds d'amortissement excédant ses charges contractuelles sont affectées en premier lieu au remboursement des bons du Trésor escomptés par la Banque Nationale de Belgique en conformité de la loi du 19 mai 1926.

ART. 7.

Les titres acquis par le Fonds d'amortissement sont annulés et ne peuvent, en aucun cas et pour aucun motif, être remis en circulation.

Il est procédé à leur destruction dans les six mois de leur acquisition, en présence du Directeur général du Fonds d'amortissement, d'un membre du Comité permanent de gestion désigné à cet effet et d'un délégué de la Cour des Comptes.

Il est dressé procès-verbal de l'opération et un extrait en est publié au *Moniteur*.

ART. 8.

La situation du Fonds d'amortissement est publiée *trimestriellement* au *Moniteur*.

Le Conseil d'administration rédige chaque année avant le 31 mars et pour la première fois avant le 31 mars 1927, un rapport sur les opérations du Fonds d'amortissement pendant l'année écoulée.

Ce rapport est également inséré au *Moniteur*.

ART. 9.

Le Conseil d'administration du Fonds d'amortissement soumet à la Cour des

ART. 6.

De aanwending van de buitengewone jaarlijksche dotatie, bedoeld bij artikel 4, wordt geregeld volgens een door de Regeering op voorstel van den Beheerraad vastgesteld plan.

Gedurende dat tijdsbestek, worden de geldmiddelen van het Delgingsfonds, welke dezes bij overeenkomst bepaalde lasten overschrijden, in de eerste plaats besteed aan de terugbetaling van de Schatkistbons welke door de Nationale Bank van België overeenkomstig de wet van 19 Mei 1926 gedisconteerd werden.

ART. 7.

De titels verkregen door het Delgingsfonds worden vernietigd en mogen in geen geval, en om welke reden ook, opnieuw in omgang worden gebracht.

Zij worden, binnen de zes maanden, nadat zij werden verkregen, vernietigd in het bijzijn van den Algemeen Bestuurder van het Delgingsfonds, van een lid van het Bestendig Comité van beheer, daartoe aangeduid, en van een afgevaardigde van het Rekenhof.

Van de verrichting wordt proces-verbaal opgemaakt en een uittreksel er uit wordt in den *Moniteur* bekendgemaakt.

ART. 8.

De toestand van het Delgingsfonds wordt om de drie maanden in den *Moniteur* bekendgemaakt.

De Beheerraad maakt ieder jaar, vóór 31 Maart en, voor de eerste maal, vóór 31 Maart 1927, een verslag op over de verrichtingen van het Delgingsfonds gedurende het verlopen jaar.

Dat verslag wordt eveneens in den *Moniteur* ingelascht.

ART. 9.

De Beheerraad van het Delgingsfonds onderwerpt, vóór 1 Maart, aan het

Comptes, avant le 1^{er} mars, le compte de la gestion de l'année précédente.

Ce compte est appuyé des pièces justificatives.

Après examen, la Cour le transmet aux Chambres, avec ses observations, s'il y a lieu.

ART. 10.

Le Gouvernement est tenu de communiquer au Comité permanent de gestion tous documents et renseignements que celui-ci juge utiles à l'exercice de sa mission.

ART. 11.

Les immunités fiscales dont jouit la Caisse d'amortissement actuelle, sont étendues au Fonds d'amortissement de la Dette publique.

ART. 12.

La Caisse d'amortissement instituée par la loi du 15 novembre 1847 est dissoute.

Ses attributions, son avoir et ses charges sont transférées au Fonds d'amortissement de la Dette publique.

ART. 13.

La présente loi sera obligatoire le 1^{er} juillet 1926.

Un arrêté royal règlera les mesures relatives à son exécution.

Rekenhof de rekening van het beheer over het vorig jaar.

Die rekening wordt door de bewijsstukken gestaafd.

Na onderzoek, maakt het Rekenhof ze aan de Wetgevende Kamers over met zijne opmerkingen, zoo daartoe reden is.

ART. 10.

De Regeering is er toe gehouden aan het Bestendig Comité van Beheer alle bescheiden en inlichtingen mede te deelen, welke het nuttig acht voor de uitoefening van hare opdracht.

ART. 11.

De fiskale vrijstellingen welke de bestaande amortisatiekas thans geniet zijn ook van toepassing op het Fonds tot delging van de Staatsschuld.

ART. 12.

De bij de wet van 15 November 1847 ingestelde Amortisatiekas is ontbonden.

Haar bevoegdheden, haar bezit en haar lasten gaan over op het Fonds tot delging van de Staatsschuld.

ART. 13.

Deze wet wordt van kracht op 1 Juli 1926.

De maatregelen tot uitvoering er van zullen bij een Koninklijk besluit getroffen worden.